



Syndicat des Travailleurs du Rail Solidaires - Unitaires - Démocratique

Solidaires

2, rue Chatillon 57000 Metz

☎ 03 87 32 08 72

📠 03 87 32 08 72

✉ metznancy@sud-rail.org

🌐 www.sudrailmetznancy.org



Monsieur le Président,

Hier, sur les coups de 10h30, un certain Edouard Philippe, ex-inconnu de la politique, reconverti en Premier Ministre, annonçait les réjouissances de ce qu'on pourrait appeler la réforme du ferroviaire, acte 3.

Dans la plus grande décontraction, ce dernier se permettait de dire que la SNCF est malade, que le système ferroviaire est en péril de la faute du statut des cheminots. Le réseau vieillissant étant la résultante de 30 ans de non-investissement orchestré par les dirigeants politiques de droite, de gauche ou du centre, était ciblé également comme la sources de tous les maux, dont les cheminots sont également responsables puisque selon la méthode engagée, ces rénovations seraient financées par ... les cheminots sous forme de productivité.

Pourtant, il nous semblait qu'une organisation syndicale, voire 2 avaient obtenus des garanties.

Pour SUD Rail, cette déclaration de guerre annoncée dans la plus grande décontraction ne restera pas sans effet. Les troupes se mobilisent, et vous allez voir ce que vous allez voir. La région a connu son lot de conflit : certains dans l'enlèvement pendant 3 ans comme lors de la première guerre mondiale, ou dans les grandes avancées comme la deuxième, avec la tenaille. L'épine enfoncée dans les fesses de l'envahisseur. Cette épine, elle s'appelle SUD Rail. Et rapidement, ce sera un pieu.

SUD Rail décrète la création d'une S.P.C. Il faut défendre les cheminots sur qui on ne cesse de taper depuis 15 ans. Mais pourquoi ? Qu'ont-ils fait de mal ?

Après avoir rallongé leur carrière de 2 à 8 ans, après avoir réalisé 300 % de productivité en 10 ans, après avoir supprimé bon nombre d'emplois au détriment de la sécurité au bénéfice du tout économique, que faut-il encore ? et surtout



pourquoi ? C'est très simple. Il faut faire payer les cheminots de leurs combats gagnés les 30 dernières années. Ce que l'on paie, en premier lieu, c'est la victoire de 1995, et le départ de Juppé, grand réformateur dans l'âme, prié de remballer ses affaires de Matignon et rentrer au bercail de Bordeaux. Cet effet fut la fin de ses ambitions nationales, qui se finirent par un exil au Canada.

Ce que l'on paie, c'est aussi le CPE, et le retrait du projet de lois, après plusieurs mobilisations ayant réunies étudiants, privés, éducateurs, derrière le fer de lance des cheminots.

Enfin, ce que l'on paie, c'est notre capacité à mobiliser les travailleurs dès qu'un gouvernement décide d'une réforme injuste. En clair, ce que l'on nous reproche, c'est d'être restés de Français de 39/45 qui refusent d'être asservis par des politiques qui servent la France sur un plateau à tous les pilliers économiques prompts à s'en mettre plein les poches.

Cette S.P.C. est le seul moyen de faire reconnaître les cheminots comme des êtres vivants méritants le respect, la dignité, le droit de vivre.

Effectivement, nous vous rappelons qu'en tant qu'employeur, vous êtes le garant de la santé physique et mentale de vos agents. Pour cela, vous faites quoi ?

D'années en années, vous ne faites qu'accompagner chaque recul social orchestré par un Etat revanchard. Vous ne faites rien pour rassurer vos effectifs. Vous publiez de fausses vérités sur les réformes à venir pour endormir les agents.

Le statut des cheminots ne sera pas touché. Faux, vous êtes déjà entrain de le réécrire, car cette X réforme rend bon nombre d'articles caduques du fait de la suppression des IRP, des garanties disciplinaires, des notations. Pire, pour ceux qui seront touchés par les marchés perdus, il disparaîtra de fait.



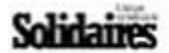
L'entreprise ne sera pas privatisée. Faux, en ouvrant le capital à des fonds privés, l'Etat souverain perdra progressivement sa majorité comme chez Renault ou Peugeot en se contentant de dire ce qu'il veut et se cacher derrière la volonté d'actionnaire.

Les petites lignes ne sont pas menacées. Faux, ce n'est pas le gouvernement qui prendra ces décisions impactant les régions, mais les conseils régionaux eux-même, se cachant derrière la baisse des dotations pour fermer des lignes dites « peu rentables » économiquement. Sur la région, bon nombre de lignes sont dans le collimateur. Epinal-St Dié, Epinal – Belfort, Sarreguemines – Sarre-union, Voire Sarreguemines – Strasbourg ou Conflans – Verdun. Les 10 % d'ouverture à la concurrence que vous minimisez peuvent vite se transformer en 30 % si peu après l'attribution de certaines lignes à une concurrence installée par les politiques régionaux et nos bons dirigeants serviabes.

Les cheminots ne sont pas menacés mais ils vont devoir faire des efforts afin de payer la dette. Faux et vrai. Les cheminots sont menacés de tout part, entre statut, garanties d'emplois, disciplinaires, avancement, parcours pro, rémunérations, avenir professionnel... Par contre, ce qui est sûr, c'est qu'une nouvelle fois, le gouvernement demande aux cheminots de se sacrifier pour payer une dette qui ne lui incombe pas. Les cheminots n'ont pas décidé de la politique tout TGV pour faire plaisir aux élus de chaque région. Les cheminots n'ont pas décidé d'acheter à plusieurs reprises des engins-moteurs dont ils n'avaient pas besoin pour entretenir le cahier de commandes d'entreprise comme Alstom. Les cheminots n'ont pas décidés d'embaucher les travailleurs d'autres entreprises pour parer aux errements de l'Etat comme suite à la suppression des portiques. Les cheminots n'ont pas décidés la suppression de l'écotaxe qui devait financer l'entretien et l'avenir des dessertes ferroviaires. Les cheminots n'ont pas décidé la création d'embranchement particulier pour des usines



Syndicat des Travailleurs du Rail Solidaires - Unitaires - Démocratique

Solidaires

2, rue Chatillon 57000 Metz

☎ 03 87 32 08 72

📠 03 87 32 08 72

✉ metznancy@sud-rail.org

🌐 www.sudrailmetznancy.org



qui n'ont jamais mis la moindre production sur le rail. La liste est longue et incommensurable.

Les cheminots n'ont pas à payer une dette du système ferroviaire dont à aucun moment, ils n'ont pris part. Les cheminots n'ont pas à payer une dette alors que tous les pays, soit disant concurrents ont choisi d'effacer leur dette d'Etat.

Puisque les cheminots sont des bouc-émissaires, il nous faut impérativement une S.P.C., car même un chien ne serait pas traité de la sorte. Même un rat ne subirait pas une telle éradication.

Alors pour ceux qui se demandent depuis le début ce qu'est une S.P.C., il s'agit d'une Société Protectrice des Cheminots. Car les cheminots sont une race en voie d'extinction. Et vous y avez une grande part.

La délégation SUD Rail